



Sommet extraordinaire de l'UEMOA : Monsieur Abdallah BOUREIMA nommé nouveau président de la Commission

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°358 du jeudi 13 avril 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 19.

APGEHOR: Rencontre de validation du document-guide de sensibilisation des populations sur le thème « Tout village doit prospérer après l'exploitation des ressources minières de sa zone »

Page 4



Vent violent à soriane : de nombreux dégâts matériels

Page 8



Code minier du Burkina : L'ORCADE appelle les sociétés minières à respecter les dispositions en vigueur

Page 2



Authorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain



Code minier du Burkina : L'ORCADE appelle les sociétés minières à respecter les dispositions en vigueur

Région du Centre



L'ONG ORCADE appelle les sociétés minières au respect du code minier.

Des OSC regroupées au sein de l'organisation pour le renforcement des capacités de développement ORCADE ont animé une conférence de presse ce mardi 11 avril 2017 à Ouagadougou. Objectif: Appeler les sociétés minières à respecter les dispositions prévues dans le nouveau code minier.

L'adoption du nouveau code minier le 26 juin 2015 par le Conseil national de la transition et qui a permis de créer le fonds minier de développement local procède au respect d'un accord international auquel le Burkina Faso ne peut se

soustraire. Les sociétés minières se doivent donc de respecter le code minier. C'est la conviction de Jonas Hien, Représentant de l'organisation pour le renforcement des capacités de développement ORCADE. Pour lui, ce nouveau code vient rendre justice en partie aux populations affectées par l'exploitation minière. 1% de leur chiffre d'affaire mensuel, c'est la contribution demandée à ces sociétés pour alimenter le fonds minier de développement local. Mais elles exercent des pressions sur les autorités burkinabè pour que cela ne soit pas appliqué, indique Jonas Hien.

En effet selon lui, ces sociétés doutent de la bonne gestion du fonds par l'Etat. Elles estiment faire mieux que l'Etat dans la bonne gestion et de transparence des ressources du Fonds minier de développement local. Elles estiment également qu'il revient aux sociétés minières de conduire la politique de développement au profit des communautés des localités minières affectées. Il en veut pour preuve un document produit par la chambre des mines à l'intérieur duquel les miniers souhaitent une relecture de ce nouveau code. A défaut d'une relecture, ils proposent un paiement de 0.5% de leur

La suite à la page 3.



SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.

chiffre d'affaire mensuel a l'Etat et l'autre moitié sera affectée à leurs propres actions de développement communautaire.

Pour les OSC réunis sous la bannière de l'ONG ORCADE, il n'en est pas question car les sociétés minières ont déjà montré leur limite en matière d'action de développement au profit des populations locales, mettant ainsi en mal la paix sociale sur les sites miniers. Ces OSC n'accepteront donc pas cette coupure de 1% à répartir entre deux entités pour une cogestion des sociétés minières. Jonas Hien et ses camarades réaffirment donc leur détermination à faire respecter le nouveau code minier tel qu'adopté par le Conseil national de la transition. Pour ses OSC, le secteur minier est un secteur complexe et compliqué. Néanmoins, ils rassurent les sociétés minières que le code minier n'a prévu aucune disposition qui puisse faire partir les investissements miniers du Burkina. C'est pourquoi ils restent tout de même disposés à contribuer à la visibilité de la contribution des sociétés minières au fonds minier de développement local.

Alfred Sié KAM/Rédaction SCInfo



De nombreuses OSC étaient présents à cette conférence.



Pour le Représentant de l'ORCADE, Jonas Hien, les OSC n'ont aucun intérêt à ce que les sociétés minières quittent le Burkina Faso.

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.



ENEP de Gaoua

Les professeurs permanents boycottent les cours

Région du Sud-Ouest



Rodrigue Somé un des professeurs permanents expliquant la situation.

Les professeurs permanents observent un boycott actif des cours depuis le mardi 04 avril 2017. Cela suite à un arrêté du Ministre de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (MENA) signé le 30 mars 2017 et qui règlemente les heures dues, supplémentaires et de vacation.

Un arrêté pris par le MENA modifiant les heures dues, les heures supplémentaires et de vacation a provoqué un boycott des cours au sein de l'ENEP de

Gaoua. Cette modification n'est pas faite dans le sens de promouvoir la qualité de l'éducation du moment que nous devons en milieu de l'enseignement des modules céder les heures restant à des gens qui ne sont pas des formateurs permanents a indiqué Rodrigue Somé un des professeurs permanents. Comme, nous nous sommes des gens déterminés pour la qualité de l'éducation, nous refusons de brader la formation des enseignants. Actuellement nous sommes en boycott actif, les cours sont suspendus d'ailleurs

dans toutes les sept(7) Ecoles Nationales des Enseignants du Primaire(ENEP) du Burkina Faso a laissé entendre Rodrigue Somé. Les professeurs permanents de l'ENEP de Gaoua disent attendre un mot du Ministre Jean Martin Coulibaly avant de reprendre les cours.

Le Directeur Général de l'ENEP de Gaoua Alca Brou Sansan DA, lui en appelle au calme et dit que la question est déjà en étude auprès du Ministre. Son souhait est qu'une résolution rapide au problème soit trouvée afin que les élèves



ÉDUCATION



Un groupe de professeurs permanents de l'ENEP de Gaoua observant le boycott.



Le Directeur Général de l'ENEP de Gaoua Alca Brou Sansan Da souhaite qu'une solution au problème soit trouvée afin que les activités pédagogiques reprennent.

puissent recevoir les professeurs dans les salles pour que le travail puisse recommencer du fait que l'année n'est pas académique ni extensible a-t-il ajouté.

En attendant ce sont des élèves-maîtres et maîtresses de l'ENEP de Gaoua et des autres ENEP qui chôment et attendent une reprise des cours dans les plus brefs délais. Affaire à suivre.

Kissogo Abdoul Karim Ouattara
pour SC info



Formation sur la "Communication efficace"

les 19, 20 et 21 avril 2017 de 18h à 21h, au Centre National Cardinal Paul ZOUNGRANA, Ouaga
50 000 Fcfa /personne, Renseignements et inscriptions au 60 16 85 85 / 69 31 90 90 / 75 64 94 94

NB. : Etude sur les "21 Lois irréfutables du leadership" de John C. Maxwell, n°1 mondial du leadership.



EFFICACE =



SUCCES



Vent violent à soriane : de nombreux dégâts matériels

Région du Sud-Ouest



Des maisons écroulées ou éventrées des murs fendillés témoignent de la violence de ce vent.

Désolation à Soriane, 28 maisons partiellement ou totalement écroulées, des 52 arbres déracinés, beaucoup à reconstruire c'est le triste bilan du passage d'un vent violent le Samedi 08 Avril aux environs de 21H .Heureusement pas de pertes en vie, quatre blessés dont deux graves ont été enregistrés.

Trois jours après le passage d'un vent violent à Soriane les traces sont encore visibles ce mardi 11 avril. Des tôles éparpillées par ci et là des maisons **écroulées ou éventrées des murs fendillés témoignent de la violence de ce vent** .Selon Somda Anatole

un habitant de Soriane c'est aux environs de 21h dans la nuit du Samedi que tout a démarré, il raconte « la pluie s'annonçait mais le vent est venu en flèche ,personne ne pouvait se mettre dehors c'était un vent très très violent pour nous quand la pluie a diminué on a entendu des cris partout dans le village on est sorti on a vu plusieurs maisons tombées ,on a aidé les gens ,c'était triste »

Du bilan de ce sinistre établi par le service social communal de Dano on retient globalement que 195 personnes dont plus d'une centaine d'enfants touchés ,4blessés dont deux graves (libérés le mardi 11 avril à notre passage

au Centre médical de Dano), 28 maisons partiellement ou totalement écroulées ,52 arbres déracinés. Fort heureusement pas de pertes en vie humaine. Le président CVD (Conseil villageois de Développement) Somé Jean Baptiste explique que ce bilan, qui enregistre de blessés **légers** aurait pu s'alourdir si la nuit était avancée et que les gens dormaient. Et de raconter le cas de ce jeune dont la maison s'est écroulée alors qu'il voulait entrer se reposer mais qui a été retenu par ses amis.

Un des conseillers du village, l'ancienne Maire de Dano ,Mme Marguerite Louise Somé a salué la promptitude avec laquelle

La suite à la page 7



ACTU RÉGION

La suite de la page 6

les autorités communales et départementales se sont mobilisées pour apporter réconfort et soutiens. Selon Elisée Dabiré, le premier adjoint au Maire, la commune va mobiliser ses partenaires pour venir en aide aux sinistrés. En attendant, au village certains ne savent que faire et pensent déjà à émigrer. D'autres par contre recommencent à colmater les brèches.



Ouabouè

BAKOUAN

Pour

SCI

Des tôles éparpillées par ci et là.



28 maisons partiellement ou totalement écroulées, 52 arbres déracinés. Fort heureusement pas de pertes en vie humaine.



Meningite meningocoque A MenAfrivac efficace contre elle

Région du Centre



Le ministre de la santé, Nicolas Medah a administré le vaccin MenAfrivac contre la méningite à méningocoque A à deux enfants dans l'enceinte du centre de santé de promotion social de Dassasgho à Ouagadougou le lundi 6 mars 2017.

Le ministère de la santé a introduit officiellement le lundi 6 mars 2017 à Ouagadougou le vaccin MenAfrivac contre la méningite à méningocoque A dans la vaccination de routine du Burkina Faso.

Le ministre de la santé, Nicolas Medah a administré le vaccin MenAfrivac contre la méningite à méningocoque A à deux enfants dans l'enceinte du centre de santé de promotion social de Dassasgho à Ouagadougou le lundi 6 mars 2017. Un geste qui marque officiellement l'introduction dudit vaccin dans la vaccination de routine du Burkina. Il a signifié que C'est un vaccin qui cible le serogroupe A qui était à la base

de 80% des épidémies dans la ceinture africaine de la méningite. Selon lui, ledit vaccin peut être administré à partir de 15 mois chez l'enfant en accompagnement d'un autre vaccin aussi pour le sauver de la rougeole, rubéole... L'infirmière chef de poste du CSPS de dassasgho, Marie Madeleine Ilboudo a expliqué : « La vaccination de MenAfrivac se fait dans le deltoïde profond à mi-M du bras gauche de l'enfant ». Ce choix selon est dû au fait que les enfants de cet âge sont souvent soulevés par des mères majoritairement droitières. Depuis 2010, la surveillance basée sur les cas a enregistré seulement 4 cas de méningite de type A au Burkina Faso ce qui démontre l'efficacité dudit vaccin a soutenu

le ministre de la santé. Vue l'efficacité du vaccin, les autorités et les partenaires techniques et financiers du Burkina Faso ont décidé de l'introduction du MenAfrivac dans le programme élargi de vaccination a-t-il affirmé. A cela s'ajoutent d'autres raisons liées à l'introduction de ce nouveau vaccin selon le Pr Nicolas Medah, le Burkina, la ceinture africaine de la méningite en général connaît depuis une décennie des vagues récurrentes d'épidémie de méningite. En rappel la plus grande épidémie que le Burkina n'ait jamais connue a enregistré plus de 25mille personne et causé environ 5mille décès ». Il a signifié que c'est à partir de cet électrochoc que les partenaires techniques et financiers, les

La suite à la page 9



ACTU RÉGION

La suite de la page 8

gouvernements se sont mobilisés pour trouver des solutions afin de réduire au minimum « la sardose » de la maladie introduite par ces épidémies de méningite. L'alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination et l'organisation mondiale de la santé à travers un partenariat public privé ont mis au point le vaccin MenAfrivac a indiqué le premier responsable du ministère de la santé. Il a ajouté que le vaccin prêt a été expérimenté et le Burkina Faso faisait partie des pays expérimentant ce vaccin. En 2010, le président du Faso aux côtés de ses pères avait possédé au lancement de campagne africaine de vaccination MenAfrivac pour éliminer les épidémies de méningite dues au serogroupe A a confié le Pr Nicolas Medah. MenAfrivac est disponible à compter de ce jour dans tous les centres de santé même dans les zones les plus reculées du Burkina à en croire le Pr Nicolas Medah. Le personnel est disponible et n'attend plus que les enfants pour l'administration de ce vaccin afin de les sauver de la méningite a-t-il lancé. La représentante de l'OMS, Dr Alimata Diara Nama, a stipulé que son organisation accompagnera le gouvernement burkinabè pour l'introduction du MenAfrivac dans la vaccination de routine à travers des actions de sensibilisation des parents et populations en général. A l'entendre le choix de l'OMS de soutenir le gouvernement dans cette perspective a pour but de sauver des vies. L'UNICEF se charge de l'achat de l'acheminement, de la réception de stockage du vaccin au niveau de la chaîne du froid selon la représentante de l'UNICEF Anne Vincent. 747362 enfants bénéficieront du MenAfrivac sur



Le ministre Nicolas Medah administrant le MenAfrivac à un enfant ayant environ 15 mois.



L'infirmière chef de poste du CSPS de dassasgho, Marie Madeleine Ilboudo a expliqué : « La vaccination de MenAfrivac se fait dans le deltoïde profond à mi-M du bras gauche de l'enfant »

l'ensemble du territoire burkinabè

Dorothee HIEN pour SC Info



ANNONCE

SÉMINAIRE DE FORMATION INÉDITE

La DPNTIC (Direction de la Promotion des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication) de l'Université nationale Ouaga 1, Pr Joseph KY ZERBO, en collaboration avec une institution de la place, organise, du 24 au 28 avril 2017, un séminaire de formation inédite sur le thème :

« **GESTION DE PROJET : DE LA MÉTHODE DU CADRE LOGIQUE (MCL) A LA GESTION AXÉE SUR LES RÉSULTATS (GAR) - LE BUDGET-PROGRAMME** ».

OBJECTIFS DE LA FORMATION

Au cours des quatre dernières décennies, la gestion de projet a connu une évolution notable, allant de la méthode du cadre logique (MCL) à la gestion axée sur les résultats (GAR), fondement du budget-programme. Les partenaires techniques et financiers (PTF), qu'ils soient bilatéraux ou multilatéraux (organismes internationaux) exigent aujourd'hui que les projets qu'ils accompagnent soient gérés selon l'approche budget-programme. Le PNDES (Plan National de Développement Economique et Social), dans toute sa globalité, sera sans doute, ainsi géré.

Ce séminaire de formation vise pour les participants les objectifs ci-après :

- ▶ leur permettre de bien comprendre les deux (02) techniques de gestion de projets : la technique traditionnelle par la méthode du cadre logique (MCL) et la technique contemporaine, celle axée sur les résultats (GAR), fondement du budget-programme ;
- ▶ leur permettre dans leur démarche de faire une distinction claire les deux (02) techniques de gestion, qui quelques fois peuvent prêter à confusion ;
- ▶ leur permettre de maîtriser l'analyse et la gestion des risques projets, un aspect clé de la GAR ;
- ▶ leur permettre de pouvoir suivre et évaluer les projets dans une vision axée sur les résultats, afin de répondre aux exigences des PTF ;
- ▶ leur permettre enfin, de réussir efficacement la mission de Chef de projet, qui est d'atteindre l'objectif global du projet.

PUBLIC CIBLE

Ce séminaire de formation intéresse :

- ▶ les Chefs et les cadres dirigeants des entreprises privées et/ou publiques ;
- ▶ les cadres des départements ministériels et des institutions étatiques ;
- ▶ les cadres des projets et programmes ;
- ▶ les cadres en charge du suivi-évaluation des projets et programmes ;
- ▶ les cadres des institutions internationales ;
- ▶ les acteurs des collectivités locales ;
- ▶ les acteurs de la société civile ;
- ▶ les cadres des organisations régionales et sous régionales ;
- ▶ les cadres représentant les partenaires techniques et financiers ;
- ▶ toute personne intéressée par la gestion des projets et programmes.

FORMATEUR

Le séminaire sera animé par un consultant/formateur international, Expert en Analyse et Gestion de projets (18 ans d'expériences

ans le domaine), Expert en Econométrie, et Enseignant-Chercheur d'Universités

DATE - LIEU - HORAIRES

Date : du 24 au 28 avril 2017.

Lieu : Nouveau Centre de Ressources en Informatique (NCRI) de l'Université Ouaga I, Pr J. KY ZERBO.

Horaires : **Groupe 1** : du lundi 24 au vendredi 28, de 08h00 à 12h00. **Groupe 2** : du lundi 24 au vendredi 28, de 16h00 à 20h00.

FRAIS DE PARTICIPATION

Les frais de participation sont fixés à **200.000 F CFA**. Ce montant comprend les frais d'inscription, le coût du matériel pédagogique (document de formation, bloc-notes, stylo, attestation de formation, logiciel Ms Project 2010), le déjeuner ou le souper du dernier jour. Le paiement des frais de participation se fera **en espèces ou par orange money** jusqu'au **samedi 22 avril 2017 à 12h 00**. Un reçu de paiement vous sera donné et sera présenté le jour du début de la formation, **le lundi 24 avril 2017**, pour avoir accès à la salle de formation.

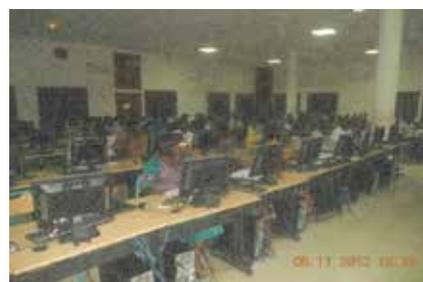
INFORMATIONS

Samedi 29 avril 2017 : une formation **bonus** (sanctionnée aussi par une attestation) sur la **planification opérationnelle de projets avec le logiciel Ms Project 2010** sera donnée aux participants. Pour le groupe 1 de 08h à 12h00 et pour le groupe 2 de 16h à 20h00.

Les formations s'achèveront officiellement **le vendredi 28 avril 2017** par la remise des attestations, une pause déjeuner ou souper, des prises de photos et d'échange d'adresses.

POUR TOUTES FINIS UTILES, CONTACTEZ

- **La DPNTIC** au (00226) 73 76 76 22.
- **Dr Amédée Pascal DONDASSE** : Enseignant-Chercheur, Université Ouaga 2, UFR-SEG au (00226) 25 41 08 01 / 75 82 69 82.
- **Mr Alassane TOPAN** : Chef de Scolarité, Université Ouaga 2, UFR-SEG au (00226) 70 17 69 30 / 79 00 77 00 / 76 63 04 42.
- **Mme Amélie SANGUISSO/OUEDRAOGO** : Secrétaire, Département de Gestion, Université Ouaga 2, UFR-SEG au (00226) 78 88 32 90.





ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Sommet extraordinaire de l'UEMOA : Monsieur Abdallah BOUREIMA nommé nouveau président de la Commission

Région du Centre



La Conférence a pris acte de l'expiration des mandats du président et des membres de la Commission.

Le Sommet extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) a pris fin dans l'après-midi du lundi 10 avril 2017 à Abidjan en présence des huit chefs d'Etat de l'Union dont le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE.

D'importantes décisions ont été prises par les chefs d'Etat, relatives aux politiques liées au processus d'intégration ainsi que les questions

économiques et sécuritaires. La Conférence a pris acte de l'expiration des mandats du président et des membres de la Commission. Elle a ainsi décidé de confié la présidence de la Commission de l'UEMOA au candidat proposé par le Niger. A ce titre, la Conférence a nommé Monsieur Abdallah BOUREIMA comme nouveau président de la Commission. Cependant, sur proposition des chefs d'Etat, la nomination des autres membres de la Commission interviendra au plus tard le 1er mai 2017. Par ailleurs, la Conférence a entériné la proposition du

Conseil des ministres de nommer au titre du Sénégal, Monsieur Mamadou N'DIAYE, président du Conseil régional de l'Épargne public et des Marchés financiers. Les chefs d'Etat ont invité ces deux nouveaux présidents de l'Union à « préserver les acquis de l'intégration ». Outre ces nominations majeures, des décisions fortes ont été prises par les dirigeants ouest africains. Abordant l'état de l'Union, la Conférence a examiné la situation sécuritaire au sein de la sous-région. Elle a condamné « vigoureusement » les attaques terroristes perpétrées dans

La suite à la page 12



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 11

certaines Etats membres et a réitéré sa solidarité envers ces pays « frères », ainsi qu'à l'endroit de tous les peuples affectés par le fléau du terrorisme à travers le monde. Dans la lutte contre le terrorisme, la Conférence salue les dispositions prises en vue de « l'opérationnalisation de la délégation à la paix et à la sécurité de l'Union ». Elle « encourage la poursuite et la mise en œuvre de la feuille de route relative à ce chantier pour assurer la quiétude nécessaire au développement de la sous-région ». Soucieux du bien-être de leurs populations, les chefs d'Etat ont pris des mesures vigoureuses dans ce sens. Il s'agit entre autres du financement des projets relatifs au développement de l'énergie à hauteur de 229 milliards de F CFA en ce qui concerne l'initiative régionale pour l'énergie durable ; de la révision des textes en vigueur dans l'Union en matière de répression du faux monnayage et des autres atteintes aux signes monétaires ; de la réduction du taux de prélèvement communautaire et de solidarité de 1 à 0,8% à partir du 1er juillet, avec un objectif de 0,5% en janvier 2020.

Avant de déclarer les travaux de cette session extraordinaire terminés, Monsieur Alassane OUATTARA, Président en exercice de l'UEMOA a remercié ses pairs pour avoir répondu favorablement à son invitation pour la tenue de cette réunion à Abidjan. Les autres chefs d'Etat de l'UEMOA, par la voix du Président Faure GNASSINGBE du Togo en ont pris acte et ont témoigné leur gratitude à l'hôte du Sommet pour l'accueil et toutes les commodités mises à leur disposition pour



Abordant l'état de l'Union, la Conférence a examiné la situation sécuritaire au sein de la sous-région. Elle a condamné « vigoureusement » les attaques terroristes



A ce titre, la Conférence a nommé Monsieur Abdallah BOUREIMA comme nouveau président de la Commission.

la réussite de ce Sommet.

**La Direction de la Communication
de la Présidence du Faso**



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Communiqué de Presse

PRESIDENCE DU FASO BURKINA FASO

CABINET Unité-Progress-Justice
- - - - -
DIRECTION DE LA COMMUNICATION
Ouagadougou, le 11 avril 2017
Communiqué de presse

en revue l'état de la coopération entre le Burkina et la France en vue de son renforcement avec les nouvelles autorités françaises. Elle donnera également l'opportunité au Président du Faso, de donner à voir la nouvelle vision de notre pays en matière de développement et de réaffirmer la position du Burkina sur la scène internationale. Le séjour du Président du Faso dans la capitale française sera mis à profit pour avoir d'autres rencontres avec des personnalités de haut niveau.

Le Président du Faso en visite officielle à Paris Sur invitation du Président François HOLLANDE, le Président Roch Marc Christian KABORE se rendra à Paris le 12 avril 2017 pour une visite officielle.

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso

Le Président du Faso sera reçu à l'Élysée le 14 avril 2017 par son homologue français, Monsieur François HOLLANDE. Au menu des échanges entre les deux chefs d'État, la coopération bilatérale et l'actualité internationale. Cette visite qui intervient à quelques jours de la fin du mandat du chef de l'État français, permettra aux Présidents KABORE et HOLLANDE de passer



Le Ministre Alpha Barry à L'Office National de l'Identification

Région du Centre

Le Ministre des Affaires Etrangères et des Burkinabè de l'Extérieur, #Alpha_Barry accompagné de madame la ministre déléguée à la Coopération, a visité la Direction Générale de l'Office National de l'Identification(ONI) ce mardi 11 avril 2017.

« Cette visite a pour objet de voir comment l'ONI travaille et comment est-ce qu'on peut profiter de l'expertise de l'ONI pour les cartes d'identité consulaires pour le grand nombre des burkinabè de l'extérieur », a laissé entendre Monsieur le Ministre.

A la question de savoir si l'ONI a les capacités pour produire ces documents, le Ministre répond : « Oui bien sûr, ce que nous avons vu est quelque chose d'extraordinaire. L'ONI a d'énormes potentiels humains déjà. Nous avons vu des gens à l'intérieur qui conçoivent des applications qui peuvent être utilisées pour produire des

La suite à la page 14



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 13



L'ONI a d'énormes potentiels humains déjà. Nous avons vu des gens à l'intérieur qui conçoivent des applications qui peuvent être utilisées pour produire des documents fiables et sécurisés.

documents fiables et sécurisés. Nous avons vu aussi qu'au niveau matériel, l'ONI est bien équipée. C'est donc une structure sur laquelle on peut compter »

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du Ministère de la Sécurité.



« Cette visite a pour objet de voir comment l'ONI travaille et comment est-ce qu'on peut profiter de l'expertise de l'ONI pour les cartes d'identité consulaires pour le grand nombre des burkinabè de l'extérieur », a laissé entendre Monsieur le Ministre.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Transparence dans les industries extractives : Le processus ITIE du Burkina Faso en validation depuis le 01 avril 2017

Sahel



Les efforts du Burkina Faso en matière de mise en œuvre de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractive (ITIE) en vue de garantir la transparence dans son secteur minier, seront récompensés positivement ou négativement à travers la validation qui a commencé depuis ce 1er avril 2017. La validation, qui est une évaluation, consiste à passer en revue l'ensemble des sept grands chapitres des exigences de transparence prônées par l'ITIE, à savoir le suivi de la mise en œuvre par le groupe multipartite (comité de pilotage au Burkina Faso), le cadre légal et réglementaire y compris l'octroi des titres miniers et autorisations, la prospection et la production, la collecte des revenus du secteur, la répartition des revenus du secteur, les dépenses

sociales et économiques, et les résultats et impact.

La validation est un exercice d'homologation qui consiste à évaluer l'ensemble des efforts menés par les pays adhérent à l'ITIE, en matière de mise en œuvre et de respect des exigences de la norme ITIE. C'est un mécanisme d'évaluation indépendant et externe qui a pour but de dresser avec toutes les parties prenantes une évaluation objective du respect des exigences basées sur les principes, les protocoles et directives de l'ITIE. La validation : processus et implication Le Secrétariat international de l'ITIE, basé à Oslo en Norvège, dépêchera au Burkina Faso des experts qui vont parcourir des contrées du pays en l'occurrence la capitale Ouagadougou, d'autres

centres urbains ainsi que certaines zones minières pour s'imprégner du degré d'engagement aussi bien de l'Etat burkinabè, des sociétés minières que de la société civile dans le processus de mise en œuvre de l'ITIE dans notre pays tel que le recommande l'ITIE. Ces experts évalueront le niveau de connaissance des citoyens burkinabè vis-à-vis de l'ITIE et le degré d'implication de ces trois groupes d'acteurs (Etat, sociétés minières, société civile) dans les activités initiées et exécutées dans le cadre du plan d'action ITIE. Ils apprécieront également le niveau d'appropriation du mécanisme ITIE par l'ensemble des acteurs concernés.

En fine, les experts produiront un rapport provisoire de « validation » qui servira de base pour un autre exercice d'évaluation qu'effectuera au cours des mois à venir, un consultant international appelé « Validateur ». Il importe de souligner que le rapport de validation doit en sus décrire les enseignements tirés ainsi que les préoccupations exprimées par les parties prenantes et les recommandations pour une meilleure mise en œuvre de l'ITIE à l'avenir. Et c'est sur la base des conclusions de ce rapport de validation que le Conseil d'administration de l'ITIE se basera pour statuer sur le sort du Burkina Faso en matière de respect des exigences de l'Initiative. A l'issue de cette validation,

La suite à la page 16



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 15

le Burkina Faso sera classé sur une échelle à quatre niveaux. Il sera identifié :

- soit comme un pays ayant accompli des « progrès satisfaisants », c'est-à-dire que le Burkina Faso respecte entièrement les exigences de l'ITIE ;
- soit comme un pays ayant accompli des « progrès significatifs », ce qui signifie qu'il doit mettre en œuvre des mesures correctives en vue de devenir un « pays accomplissant des progrès satisfaisants » ;
- soit comme un pays ayant accompli des « progrès non significatifs » auquel cas le Burkina Faso sera suspendu de l'ITIE et doit rapidement engager des actions fortes en matière de respect des exigences de l'Initiative en vue de se faire réintégrer sur la liste des pays mettant efficacement en œuvre ces exigences ;
- soit comme un pays n'ayant accompli « aucun progrès », auquel cas il sera radié de la liste des pays mettant en œuvre l'ITIE et pour y revenir, le Burkina devra reprendre le processus à zéro en reformulant une nouvelle demande d'adhésion.

Rappel de l'historique de l'adhésion du Burkina Faso à l'ITIE C'est en 2008 que le Burkina Faso a adhéré à l'ITIE, une initiative internationale et volontaire qui vise à renforcer la bonne gestion dans l'exploitation des ressources extractives en matière minière, pétrolière, gazière et autres par les pays qui en disposent. Depuis, c'est la deuxième évaluation des efforts du Burkina Faso. Le premier exercice de « validation,

opéré en avril 2011, avait révélé que le Burkina Faso avait accompli des progrès significatifs sans pour autant atteindre la conformité à l'ITIE. C'est pourquoi la candidature du pays avait été renouvelée pour une période de 18 mois. Une période au cours de laquelle des mesures correctives avaient été mises en œuvre, ce qui a permis à notre pays de devenir en février 2013 un pays conforme à l'ITIE ; des mesures qui avaient été arrêtées sur la base de preuves concernant la mise en œuvre d'actions concrètes visant à combler les insuffisances relevées au cours de l'exercice de validation effectué en avril 2011. En adhérant à l'ITIE, il s'agissait essentiellement pour le Burkina Faso de garantir une saine exploitation de ses ressources naturelles ou extractives afin que les recettes tirées de l'exploitation de l'or, du zinc et du manganèse, contribuent effectivement à l'amélioration des conditions de vie des populations. Ainsi le gouvernement burkinabè s'est engagé à divulguer de façon transparente les informations complètes sur le secteur extractif du pays, notamment en fournissant des précisions sur le cadre juridique, les statistiques de production et d'exportations, les licences, la participation de l'État dans ce secteur ainsi que sur les revenus extractifs perçus et leur affectation. L'objectif visé à travers la publication des rapports ITIE et des informations contextuelles sur le secteur minier, est de susciter

des débats publics autour de la gestion du secteur minier et de permettre aux citoyens de demander des comptes à leurs gouvernants sur la manière dont le secteur est géré. Il s'agit également de contribuer à réduire les risques de mauvaise gestion, la corruption et les conflits sociaux éventuels liés à l'exploitation des ressources minières quand on sait que ce secteur est reconnu pour être stratégique. Du reste, les rapports de l'ITIE révèlent que l'État perçoit chaque année des recettes importantes dans le cadre de l'exploitation minière. Par exemple, pour la seule année 2016, ces recettes s'élèvent à 189,9 milliards de francs CFA, soit une hausse de 12,8% par rapport à 2015. Au regard de l'ampleur de la production, il est indéniable que l'avenir du Burkina Faso réside en partie dans le secteur minier. D'où il faut travailler pour que Burkina Faso passe du statut de « pays conforme » à celui de pays ayant accompli des « progrès satisfaisants ». Il importe donc à tous les acteurs impliqués ou non de rendre disponible et accessible toutes les informations relatives aux exigences durant la période 2008-2017. Le verdict de la validation est attendu dans les mois à venir.

Ministère de l'Economie, des finances et du développement

**ABONNEZ VOUS À
NOTRE QUOTIDIEN**

Recevez l'actualité du jour, à 12 000 f cfa / ans



ANNONCE



Communiquer avec aisance et se faire comprendre par son auditoire ou son interlocuteur !!!

Vous chef d'entreprise, responsable de structure, travailleur du public ou du privé, étudiant ;

Vous êtes membre d'une organisation ou d'une équipe ;

Vous êtes régulièrement en contact avec d'autres personnes, pour des raisons professionnelles ou personnelles ;

Vous désirez améliorer votre aisance de parler en public ;

Vous désirez améliorer votre savoir et savoir-faire en communication interpersonnelle et professionnelle,

le Cabinet de **leadership et de développement personnel 'Skills & Competencies Consulting'** (SCC) vous offre une opportunité de formation adaptée à vos besoins.

SCC vous offre une formation sur le thème "**Communication efficace**" qui vous permettra d' /de :

- utiliser votre intelligence émotionnelle de manière efficiente pour communiquer ;
- connaître les différents aspects de la communication verbale et non verbale afin de communiquer efficacement;
- savoir vous connecter à votre auditoire ou interlocuteur ;
- reconnaître et éviter les obstacles à une communication efficace ;
- développer votre confiance en vous-même;
- maîtriser les techniques de l'art oratoire ;
- adopter les règles pour une communication efficace, dans le domaine privé et professionnelle.

Dates : les 19, 20 et 21 avril 2017

Heure : 18 heures à 21heures

Lieu : Centre National Cardinal Paul ZOUNGRANA (OCADES) sis aux 1200 Logements, Ouagadougou.

Prix par personne: 50 000 Fcfa

Renseignements et inscriptions : 60 16 85 85 ou 69 31 90 90 ou 75 64 94 94.

NB. : Etude sur "Les 21 Lois irréfutables du leadership " de John C. Maxwell, n°1 mondial du leadership.



Syllabus et contenu de la formation

Objectif général

A la fin de cette formation, le participant devrait être capable de distinguer les différents éléments essentiels à une communication efficace et pouvoir communiquer efficacement dans toute situation qui se présente à lui, que ce soit dans la vie privée ou professionnelle.

Objectifs spécifiques

- utiliser son intelligence émotionnelle de manière efficiente pour communiquer ;
- adopter un langage verbal et non verbal qui convienne à chaque situation de communication et trouver le bon alliage entre les deux ;
- savoir se connecter à son auditoire ou son interlocuteur ;
- reconnaître et éviter les obstacles à une bonne communication ;
- développer la confiance en soi pour une communication efficace ;
- maîtriser les techniques de l'art oratoire.

Contenu de la formation

- Généralités sur la communication ;
- Types et formes de communication ;
- Connaissance de soi et des autres et communication efficace ;
- Structuration et phases de la prise de parole en public ;
- Obstacles à une communication efficace ;
- Stratégies de visualisation et règles pour une communication efficace.



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: A LOGISTICS FINANCES AND HR MANAGER – IRAK

Description

Context: In The Kurdistan Regional Government, based in Erbil / Mosul

With the Iraqi operation to recapture the city of Mosul under way, Action Against Hunger has deployed its emergency team to Erbil and has finalized its response strategy amid concerns about operating in such a fluid context.

Action Against Hunger is mobilizing teams from its two bases in Dohuk and Erbil and stands ready to deliver emergency supplies such as food, water and sanitation equipment. The organization is recruiting 170 new staff, who will be dedicated to the emergency. Action Against Hunger plans to provide assistance to 90,000 people fleeing Mosul in addition to its ongoing humanitarian activities.

Length of contract: starting as soon as possible till end of December 2017

The position: The Log Admin will be responsible for ensuring the necessary support to the programs in terms of HR, Log and Admin. He /She will support the Field Coordinator to ensure the safety and security of all ACF staff, locations, and assets. As determined by the Field Co, the Log Admin may need to represent ACF and its Mandate and activities to external interlocutors and participate in humanitarian and governmental fora as appropriate. The Log Admin will ensure that the

ACF Mandate, Charter and Code of Conduct in their entirety are applied to all ACF staff and operations in covered areas, as well as operational and internal policies and regulations.

More precisely, objectives are:

Overall Management of the Support to Programs

Ensure proper base Administration & Finance

Ensure proper Human Resources management

Ensure proper base Logistics

Give appropriate line management and support to the Support staff

Assist the Field co to insure safety/security of ACF personnel and assets

The applicant:

You old a Bachelor degree in accounting, business administration or related field, you have experience at same position with an INGO (knowledge of ACF procedures is a +), experience in remote management is an asset.

You are looking to work in a versatile context, in semi remote management for the time being.

You are recognized for your ability to prioritize, your organization and flexibility. You are able to switch topic quickly and to deal with the contradictions of the Log Admin position. You are pragmatic, able to adapt to programs constraints while respecting

ACF rules and regulations.

As a manager, you have developed strong training and capacity-building skills. You are recognized for your communication and organizational skills.

Fluent English is compulsory. Arabic / kurdish are a plus.

S t a t u s :

Salaried – Gross monthly salary ranging from €1600 to €1975

A SPECIFIC ALLOWANCE IS GRANTED FOR THIS POSITION in addition to the gross monthly salary

Food and hygiene expenses, per diem, transportation costs, collective accommodation and medical insurance

25 days of annual paid leaves and 20 days of rest and recuperation (R&R) per year

Ville E r b i l

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités LogistiqueMécanique

Pays Moyen Orient, Irak

Contrat C D D

Postuler en ligne <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2629/A-Logistics-Finance-and-HR-Manager/>

Date de fin de validité 31/05/2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Responsable
Sécurité Volant

Description

Poste : Responsable
Sécurité Volant

Date de début : ASAP

Lieu d'affectation : 40%
Paris / 60% Terrain

Type de contrat : CDI

A propos d'ACTED

Depuis 1993, l'association de solidarité internationale ACTED répond aux besoins humanitaires des populations dans les situations de crise et au respect de leur dignité, tout en favorisant et mettant en œuvre des opportunités pour un développement durable, en investissant dans les potentiels de l'Homme.

ACTED s'engage à répondre aux urgences et à développer la résilience face aux situations de crise, à co-construire une gouvernance effective, et à promouvoir une croissance inclusive et durable.

Nous œuvrons sur le dernier kilomètre de l'action humanitaire. Notre mission est de sauver des vies et de répondre aux besoins essentiels des populations dans les zones les plus difficiles d'accès. ACTED développe et met en œuvre des programmes à destination des populations les plus vulnérables qui souffrent de violences, des conflits, de catastrophes

naturelles ou d'une situation de pauvreté endémique. L'approche d'ACTED dépasse la réponse d'urgence, avec un engagement dans le développement durable et l'accès des communautés aux moyens de subsistance. ACTED met en œuvre plus de 490 projets par an auprès de 11 millions de bénéficiaires dans 35 pays, pour un budget de 190 millions d'euros (en 2015). Nos équipes sont composées de 300 employés internationaux et 4300 staff nationaux.

Contexte du poste et principaux défis

Le siège d'ACTED a été créé à Paris en 2000 dans le but de coordonner les interventions de l'organisation à l'échelle mondiale. Aujourd'hui le siège est composé d'une trentaine de personnes dans les départements Finance, Logistique/ Sécurité, Administration/ RH, Développement de projets/Reporting, Audit, Juridique et Transparence, HUB et Communication. Ces départements apportent leur soutien aux Directions Pays ainsi qu'aux Directions Régionales. Le siège fait aussi office de point de convergence pour la Direction d'ACTED, à savoir la Déléguée Générale, le Directeur du Développement et les quinze membres du Conseil d'Administration.

Rôle et principales responsabilités

Contexte et enjeux du poste

Basé à 40% à Paris et à 60 % sur le terrain (35 pays d'intervention) et sous l'autorité du directeur sécurité, le responsable sécurité volant sera en collaboration étroite avec les directeurs et responsables pays, l'équipe de sécurité, les directeurs et responsables du siège et le personnel national et international d'ACTED.

Le responsable de la sécurité volant sera en charge de :

- Soutenir sur le terrain les missions d'ACTED dans la mise en œuvre des politiques de sûreté et de sécurité, du manuel global et des procédures destinés à garantir un environnement sécurisé pour le personnel, le matériel, les programmes et la réputation d'ACTED.
- Appuyer les Responsables Sécurité Pays et les points focaux sécurité dans les opérations quotidiennes de sûreté et sécurité.
- Développer les modèles, les outils et les procédures relatives au cycle de gestion de la sécurité (ci-dessous) et assurer leur mise en place dans les pays où ACTED intervient.
- Gérer l'audit sécurité et la formation du personnel sur le terrain.

Rôles et responsabilités principaux

1. Contribuer à la mise en œuvre de la

La suite à la page 21



JOBS CAMPUS

La suite de la page 20

stratégie sécurité d'ACTED

Contribuer aux mises à jour et à la mise en œuvre des politiques de sécurité d'ACTED.

Contribuer aux mises à jour et à la mise en œuvre du Manuel Global d'ACTED

Revoir les plans sécurité pays des missions

2. Gestion des risques

Revoir la matrice d'analyse des risques pays

Revoir les mesures d'atténuation des risques : SOP, auto-évaluation MOSS, plans d'action sécurité pays et plans de financement sécurité pays

Identifier et informer le directeur sécurité des écarts importants entre l'auto-évaluation des analyses de risques et les plans de financement

Fournir des avis techniques sur les dispositifs de protections des locaux, des mouvements et des communications

Suivi des mouvements via des demandes de certificats sécurité pour les no-go zones.

Suivi de la sélection des nouveaux locaux

3. Préparation de l'urgence

Revoir les plans d'urgence et d'évacuation et proposer des amendements et modifications lorsque nécessaire

Mettre à jour les plans d'évacuations et de sécurité de toutes les bases d'ACTED en collaboration avec le personnel du pays

S'assurer que les missions d'ACTED ont un niveau adéquat de préparation en cas d'urgence

4. Management de crise

Potentiel déploiement pour soutenir l'équipe de gestion des incidents pays et assurer le contact avec l'équipe de gestion des crises au siège.

Participer à la gestion des crises au siège si le Directeur Sécurité et Sûreté est absent

5. Processus de rapport d'incident

Revoir les rapports d'incidents du terrain

Proposer des recommandations afin d'éviter les incidents

Capitaliser sur les lessons learnt

6. Audit sécurité sur le terrain

Procéder à des audits terrain pour évaluer la conformité MOSS des missions

Proposer des recommandations et capitaliser sur les lessons learnt afin d'améliorer la gestion de la sécurité des missions

7. Formation

Conduire des formations et fournir de l'assistance aux bureaux pays

Superviser la formation de tout le personnel sécurité d'ACTED pour assurer la compréhension et le respect des règles et procédures de sécurité.

Développer les compétences des staffs sécurité nationaux

Fournir un appui au terrain sur les questions techniques relatives à la sécurité (système d'alarme, système de pistage, etc.)

8. Coordination et représentation extérieure

Assurer la liaison avec les cadres supérieurs d'ACTED, les ONG internationales, les bailleurs de fonds, ainsi qu'une variété d'autres acteurs de la sécurité et les corps gouvernementaux liés à la sécurité

Travailler avec le département HQ logistique d'ACTED afin de s'assurer du respect des normes de sécurité et de sûreté au niveau des processus globaux d'ACTED en logistique et IT.

Ville P a r i s

Expériences / Formation du candidat

Au minimum 3 à 5 ans d'expérience de travail dans des pays avec des niveaux de sécurité volatile

Une expérience extensive en

La suite à la page 22



JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

gestion et procédures de sécurité
Faire preuve d'habileté
en communication
et en organisation

Être en mesure de former,
de mobiliser et de gérer
à la fois le personnel
national et international

Être flexible et pouvoir
exercer plusieurs tâches
à la fois sous pression

Habileté prouvée à pouvoir
travailler de manière
créative et indépendante

**Maitrise complète de l'anglais
et du français à l'oral et à l'écrit**

Fonctions Animation,
Formation, Assistance,
Secrétariat, Traduction, Autre,
Communication, Coordination,
Gestion de projet, Encadrement,
Direction, Etudes, Recherche,

Organisation, Administration,
Ressources Humaines,
Technicien spécialiste

Activités Agriculture,
Environnement, Animation,
Formation, Education, Appui
institutionnel, Décentralisation,
Autre, Droit, Economie, Finance,
Administration, Génie civil,
Hydraulique, Informatique,
Communication, Logistique,
Mécanique, Ressources
Humaines, Santé, Social

**Pays Amérique latine,
Europe, Afrique, Haïti, Asie,
France, Ukraine, Moyen Orient**

Contrat C D I

Durée du contrat

C D I

Salaire / Indemnité

**- Salaire défini par la grille
des salaires d'ACTED : le**

niveau d'éducation, l'expertise,
la difficulté, la sécurité et la
performance sont pris en compte

- Assurance maladie
- Tickets restaurant
- 50% du prix du transport

Documents à envoyer

**Envoyez votre candidature
(CV + lettre de motivation
+ références) à jobs@
acted.org avec pour objet :**

Ref: SECUM/HQ

**Email de la personne
contact jobs@acted.org**

**Date de fin de
validité 07/05/2017**



Avis de recrutement

Poste: Nigeria
Gestionnaire de programme

Description

COOPI Cooperazione
Internazionale, est une
organisation humanitaire,
non confessionnelle et
indépendante fondée en 1965 à
Milan, en Italie. Depuis plus de
50 ans, nous avons consacré
à briser le cycle de la pauvreté
et aux populations de soutien
affectées par les guerres, les

- crises socio-économiques ou
les catastrophes naturelles dans
leur chemin de la reprise et le
développement durable, en
utilisant le professionnalisme
des opérateurs locaux et
internationaux et grâce à
nos partenariats avec des
organismes publics et privés et les
organisations de la société civile.

Contexte et historique

Depuis la déclaration de
l'état d'urgence dans les Etats
fédéraux nigériens de Borno,
Yobe, et de l'Adamaoua,
l'escalade de l'insurrection de
Boko Haram a conduit à des
crises de déplacement multiples,
avec les communautés fuyant
leur région d'origine pour se
réfugier dans des camps ou
des communautés d'accueil. En
2014, il y a eu une augmentation
substantielle de la violence liée
à Boko Haram et les opérations

La suite à la page 23



JOB CAMPUS

La suite de la page 22

de contre-insurrection, créant par conséquent les besoins humanitaires aigus et en grande partie non satisfaits, comme les déplacés internes sont coupés de leurs maisons et leurs moyens de subsistance, des services de base, la parenté et les liens sociaux. En Septembre 2014, COOPI a commencé à fonctionner dans le nord du Nigeria en réponse à la crise humanitaire provoquée par l'insurrection, a établi son fonctionnement dans l'État de Bauchi et élargi par la suite à l'Etat de Yobe compte tenu de la présence accrue des personnes déplacées dans les LGA de Fika, Damaturu, Potiskum, Geidam et Yunusari. Récemment, COOPI a lancé une intervention de la sécurité alimentaire et la nutrition dans Kaga LGA (Etat de Borno) et établit une présence à Maiduguri pour lancer un projet d'éducation et de protection. COOPI fonctionne actuellement dans 5 LGA dans l'État de Yobe, pour atteindre environ 25 000 personnes parmi les personnes déplacées et les communautés d'accueil avec une intervention multisectorielle portant sur la nutrition, la sécurité alimentaire et la protection des enfants. COOPI a récemment mis au point un système de réponse en espèces et bon au Nigeria pour faire face à la nourriture des communautés d'insécurité tout en intégrant cette approche avec un volet nutrition - sensibilisation communautaire, système de référence, campagne IYCF et des services thérapeutiques appropriés

destinés aux enfants souffrant de malnutrition et les femmes enceintes et qui allaitent.

Compte tenu du déploiement à grande urgence à grande échelle dans le Nigeria oriental au nord, COOPI prévoit d'intensifier ses opérations actuelles dans l'état de Yobe et atteindre les zones nouvellement accessibles, en plus des zones d'accueil des rapatriés nigériens du Niger, avec ses services multisectoriels, y compris la sécurité alimentaire, l'argent transférer la programmation, la nutrition et la protection.

Titre du poste:
Programme de sécurité alimentaire Responsable

Lieu : Etat de Yobe et Abuja

Type de contrat: Contrat à durée déterminée

Durée: 12 mois renouvelable

Datededébut:dèsquepossible

BUT RÔLE:

Il / elle est responsable de l'exécution du projet, en termes techniques, économiques / financières et en matière de gestion des ressources sur le terrain, conformément à la COOPI et les procédures du donneur. Il / elle assure la réalisation des résultats escomptés dans la gestion du budget.

R E S P O N S A B I L I T E S :

Planification et gestion des activités : en collaboration avec le personnel du projet, il / elle planifie et surveille la activités'progress, conformément au contrat signé avec le donneur et COOPI et les procédures du donneur.

Gestion administrative et financière : en collaboration avec l'Administrateur de projet / Coordonnateur administratif , il / elle envisage toutes les dépenses à faire. Il / elle surveille régulièrement toutes les dépenses effectuées. Il / elle supervise la comptabilité et la trésorerie du projet de gestion de compte en toute sécurité / banque et où il n'y avait pas de personnel dédié, il / elle gère directement la comptabilité et la trésorerie du projet des comptes en toute sécurité / banque, faisant usage des instruments mis à disposition par l'organisation (Merlino). En collaboration avec l'Administrateur du projet et en coordination avec le coordonnateur administratif , il / elle prépare le plan des achats. Il / elle assure l'organisation et les procédures des donateurs respectent lors de l'achat des biens et services.

Rapports : en coordination avec le chef de la Mission ad avec le coordonnateur administratif, il / elle assure la préparation, dans le respect des délais, de tous les rapports financiers et narratifs - provisoires et définitifs - attendus par le projet. Il / elle est responsable de la préparation de toutes les modifications

La suite à la page 24



JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

de communication et de contrats formels demandes (ex. Modification du budget) des projets qu'il gère.

Gestion du personnel : En coordination avec le chef de mission et dans le respect il / elle choisit avec les règles / lois et la réglementation du COOPI du pays dans le pays, le personnel local à employer dans les projets, et gère le personnel expatrié de tout autre projet. En utilisant des outils de l'organisation qu'il / elle évalue le personnel local employé pour des projets et il / elle participe à l'évaluation de sa / son propre projet, à la demande de son / son supérieur hiérarchique direct. Il / elle coordonne et supervise le travail effectué par l'ensemble du personnel du projet, conformément aux procédures de sécurité de l'organisation. Il / elle est responsable de la formation initiale et continue du personnel local sous son / sa responsabilité.

Gestion des marchandises : il / elle est responsable de la gestion correcte de tous les biens achetés pour le projet, à la fois directement et achetés par d'autres bureaux / Bureaux8 sur le terrain. Pour toutes les marchandises achetées par le projet, il / elle met à jour l'inventaire, en collaboration avec le coordonnateur administratif.

Relations institutionnelles : En ce qui concerne le projet de son / sa compétence, il / elle communique avec les dirigeants des bailleurs de fonds, les

autorités locales compétentes dans les aspects liés au projet, les partenaires et les bénéficiaires du projet, conformément aux directives de l'organisation.

L'écriture de nouvelles de projets : à la demande de son / son supérieur hiérarchique direct, et de coopérer avec le personnel du projet, il / elle élabore, rédige et prépare tous les documents nécessaires pour présenter de nouveaux projets, conformément aux processus et procédures de l'organisation.

P R O F I L :

Diplôme d'études supérieures dans la sécurité alimentaire, des moyens de subsistance ou dans un domaine connexe ou un travail équivalent.

Expérience minimum de 3 ans dans le domaine humanitaire en tant que chef de projet ou d'un programme ou dans un poste similaire. Expérience confirmée dans le domaine la distribution alimentaire ou connexes.

Expérience de travail dans un environnement non sécurisé responsable de la planification de la sécurité, le suivi et la gestion.

compétences en résolution de problèmes analytiques et pratiques solides;

capacités de surveillance fortes et la capacité démontrée du travail d'équipe et de coordination avec les acteurs concernés;

Très bonnes compétences

interpersonnelles et de communication d'écriture;

Capacité d'organiser le travail de façon efficace et fournir des missions en temps opportun souvent des contraintes de temps;

Maîtrise de l'anglais écrit et parlé;

Connaissances en informatique, avec une grande maîtrise de l'utilisation des applications de logiciels de bureautique standard (par exemple Microsoft Word, Excel et PowerPoint);

Permis de conduire valide.

Comment appliquer : S'il vous plaît envoyer votre CV et lettre de motivation avec 3 références.

Ville Etat de Yobe et Abuja

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités Agriculture, Environnement

Pays Afrique, Nigeria

Contrat C D D

Postuler en ligne <http://www.cooi.org/lavoro/food-security-program-manager/>

Date de validité de fin de 28/04/2017



JOBS CAMPUS

Avis de recrutement

Poste: Directeur(trice)
Pays – Benin

Description

Objectifs du poste

Contribuer et mettre en œuvre la Stratégie Globale d'Oxfam au Bénin, en offrant une vision et une direction stratégique de l'ensemble du travail d'Oxfam dans le pays. Ceci inclut, la conception et la mise en œuvre de programme de développement à long terme, le plaidoyer, l'influence et les réponses humanitaires d'Oxfam. Être responsable et assurer l'orientation stratégique et la gestion efficace des programmes pays en garantissant le développement, l'amélioration continue en termes de qualité et d'impact des programmes, ainsi qu'une gestion efficace des finances et des ressources humaines selon les politiques en vigueur.

Le Directeur Pays est responsable, en collaboration avec des groupes de travail sur la gestion du changement et du Directeur Régional, de mettre en œuvre la Vision Oxfam 2020 visant à créer un Oxfam plus fort qui est globalement coordonné et pertinent dans tous les pays où nous œuvrons notamment au Bénin.

C o n t e x t e

Oxfam intervient au Bénin depuis plus de 30 ans. Oxfam-Québec, comme membre de la Confédération Oxfam International qui regroupe 19 affiliés présents dans plus de

90 pays, a la responsabilité de mettre en œuvre la stratégie pays approuvé par Oxfam International. Cette stratégie vise à renforcer les partenaires et alliés des pays en développement dans la conception et la mise en œuvre de solutions durables à la pauvreté et à l'injustice.

Au Bénin, Oxfam compte sur une équipe d'une douzaine de conseillers techniques ainsi que d'un personnel administratif et de soutien et des partenaires de la société civile. Oxfam met en œuvre le programme Accès Innovation (PAI) 2015-2020 qui vise à accroître les capacités pour une croissance économique et sociale par l'innovation qui contribuera à l'amélioration du bien-être économique et social des communautés pauvres et marginalisées, en particulier des femmes et des jeunes. La programmation est axée sur le renforcement des capacités des organisations de la société civile en vue d'innover et de donner accès à des ressources pour contribuer à la croissance économique durable et la sécurité alimentaire, tout en prenant en compte les enjeux en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, de viabilité de l'environnement et de bonne gouvernance. Accès Innovation est le programme de base de l'intervention au Bénin.

Oxfam met en œuvre aussi des projets en autonomisation économique des jeunes et des femmes qui valorisent l'égalité entre les femmes et les hommes,

en sécurité alimentaire, en environnement et en prévention des maladies infectieuses (Ébola) et une campagne de sensibilisation grand public qui porte sur la violence faite aux femmes et aux filles.

Défi du poste

Dans ce contexte, le directeur/directrice pays a d'importants défis : consolider la programmation actuelle, promouvoir la nouvelle programmation, implanter les nouveaux projets, développer les appuis des partenaires techniques et financiers et se doter d'une équipe de collaborateurs efficaces.

Principales Responsabilités et Obligations redditionnelles

R e d e v a b i l i t é

Il relève du Directeur Régional de l'Afrique de l'ouest pour l'implémentation, la gestion efficace (qui comprend les budgets et le plan de travail annuel), le suivi et l'évaluation ainsi que les apprentissages liés aux programmes. Applique les orientations du Groupe de Gouvernance Pays (GGP).

S t r a t é g i e

Il est responsable du développement du plan stratégique du pays avec le soutien du Directeur Régional et du Groupe de Gouvernance Pays (GGP), tenant compte de leurs avis et feedback.

Il fait preuve de leadership et

La suite à la page 26



JOBS CAMPUS

La suite de la page 25

offre une gestion stratégique du programme d'Oxfam dans le pays, y compris les actions de développement, le plaidoyer, l'aide humanitaire en vue de maximiser notre influence et notre impact.

Il dirige avec succès la conception, la communication et la mise en œuvre de la Structure « One Oxfam », processus auquel participe le Groupe de Travail sur la gestion du Changement.

Gestion des personnes

Il agit comme responsable direct de l'Équipe de Leadership Pays et assure la gestion en matière de : personnel, budget, financement, programme et s'assure de l'application des normes, procédures et politiques y compris al conformité au code de conduite, à la gestion de la performance, la sécurité et la et législation locale.

Il crée et soutient un environnement qui génère des partenariats solides, de l'influence, le partage de connaissances et l'innovation.

Responsable de la gestion des compétences et du développement du personnel d'Oxfam.

Engagement Public

Il joue le rôle de chef de file dans la représentation d'Oxfam et du programme pays au niveau national, régional et international. Il construit

des relations d'influence et développe des réseaux en vue d'un changement efficace, à la fois au niveau interne et externe, et il s'engage à maximiser notre capacité d'influence.

Il s'assure que les outils appropriés et la technologie sont en place pour permettre un flux important de contenu positif et constructif et cohérent d'une programmation pour influencer et communiquer avec les auditoires internes, les parties prenantes externes, incluant, mais ne se limitant pas au gouvernement, aux médias, aux bailleurs, au secteur non-gouvernemental..

Gestion de programme

Il travaille en étroite collaboration avec les partenaires dans le pays afin de développer et mettre en place des programmes de haute qualité.

Il joue un rôle actif en s'appuyant sur l'apprentissage tiré à travers Oxfam et les sources externes et sur le partage des apprentissages basés sur les résultats avec les autres.

Il assure le leadership en matière de préparation aux catastrophes, d'atténuation et de gestion, y compris les activités de réponse humanitaire pour les urgences de Catégorie 3, en consultant la Global Humanitarian Team (GHT) pour recevoir conseils et soutien.

Il accède et utilise les services communs pour recevoir conseils et soutien.

Il contribue et maximise l'utilisation des réseaux de connaissances pour le partage et la circulation des idées et des apprentissages stratégiques afin de s'assurer que la programmation soit construite sur l'apprentissage et basée sur les résultats, et qu'elle soit innovatrice et souple pour pouvoir s'adapter à des opportunités pour le changement.

Il développe des stratégies appropriées pour chercher et maintenir les sources de financement.

Il est responsable de l'ensemble des relations avec les bailleurs de fonds et de la gestion des contrats dans le pays.

Compétences techniques, expérience et connaissances

Gestion et Leadership

Diplôme universitaire reconnu en gestion, administration ou tout autre domaine connexe.

Expérience avérée dans la direction et la motivation d'équipes multidisciplinaires, géographiquement éloignées et dans les opérations à travers un certain nombre de points géographiques ;.

Expérience dans la gestion de processus complexes de changement et les relations impliquant un large éventail de parties prenantes multiculturelles internes et externes à travers

La suite à la page 27



JOBS CAMPUS

La suite de la page 26

une variété de disciplines et de zones géographiques ;

Degré élevé de conscience de soi et compréhension de la manière de diriger et soutenir une équipe ainsi que le développement individuel selon les valeurs et les politiques d'Oxfam ;

Solide expérience en haute direction et en gestion dans le développement et la livraison de programme de haute qualité, influence et stratégie humanitaire, avec et par des partenaires ou directement, dans une zone géographique difficile.

Représentation et Communication

Expérience avérée dans la représentation d'une organisation auprès de partenaires, agences gouvernementales, organisations du secteur privé, médias et bailleurs de fonds à un niveau important : national, régional et international.

Expérience démontrée en matière de plaidoyer et d'influence

Expérience démontrée de travail avec les médias et aptitude à représenter l'organisation dans les médias le cas échéant.

Aptitude démontrée pour transmettre des messages complexes d'une manière appropriée auprès d'un public international d'une grande diversité.

Excellentes aptitudes en terme de communication écrite et verbale pour motiver, influencer et négocier.

Finances et Captation de fonds

Aptitude pour optimiser le financement auprès d'une diversité de sources dont la collecte de fonds en provenance de diverses institutions, à la fois locales et internationales.

Compétences en gestion financières et de gestion d'actifs de haut niveau pour orienter et gérer de manière efficiente le budget opérationnel du programme pays.

Risque

Expérience en gestion de la sécurité, risques et respects des lois dans un contexte d'ONG internationale.

Expérience avérée de prise de décisions judicieuses dans des situations d'incertitude et de pression.

Capacité à respecter les normes en matière de préparation aux catastrophes, d'atténuation et de gestion, incluant les activités de réponse humanitaire pour les urgences de Catégorie 3..

Capacité à anticiper et gérer des risques susceptibles de menacer la réputation de l'organisation, la viabilité opérationnelle et la sécurité.

Expérience en gestion de crise et en gestion de sécurité.

Analyse Stratégique

Capacité à gérer le développement de, et à contribuer à l'analyse de haut niveau des facteurs qui déterminent la pauvreté, la marginalisation et à la vulnérabilité dans un contexte de pays en voie de développement, y compris la capacité à « penser stratégiquement » en comprenant les motivations, les pressions, les dynamiques de pouvoir et les difficultés rencontrées par des collègues, partenaires, décideurs et autres acteurs ; et capacité à élaborer des stratégies efficaces pour les influencer

Capacité d'analyse démontrée dont la capacité à :

Prendre et gérer des risques calculés basés sur des hypothèses fondées sur des faits ;

Développer des stratégies afin de maximiser l'adaptabilité et la flexibilité.

Encourager des idées avant-gardistes, nouvelles et l'apprentissage de l'expérience au-delà du contexte du programme pays et agir dans un cadre mondial.

Bon niveau de connaissances informatiques et compréhension sur la manière dont les nouveaux développements technologiques peuvent contribuer positivement aux objectifs d'une ONG internationale.

La suite à la page 26



JOBS CAMPUS

La suite de la page 27

V a l e u r s
Engagé dans une approche basée sur les droits, y compris engagement actif pour mettre les droits des femmes au cœur de tout ce que nous faisons ainsi que les droits des personnes marginalisées dans tous les aspects du travail d'une organisation.

D é p l a c e m e n t
Disponibilité pour voyager à l'intérieur du pays, sur des sites des programmes ainsi que pour effectuer des déplacements hors pays.

L a n g u e s
Maîtrise orale et écrite du français et de l'anglais. La capacité à travailler aussi dans une autre langue nationale est un atout.

Ville C o t o n o u
Langues parlées
Maîtrise orale et écrite du

français et de l'anglais. La capacité à travailler aussi dans une autre langue nationale est un atout.

Fonctions Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction

Activités A u t r e

Pays Afrique, Bénin

Contrat C D D

Durée du contrat

Contrat à durée déterminée de 2 ans

Salaire / Indemnité

Package Compétitif selon la politique d'Oxfam International

Documents à envoyer

Les personnes candidates doivent soumettre leur CV (incluant 3 références professionnelles) et leur lettre de motivation à l'adresse email suivante :

recrut.oxfamqc@oxfam.org
au plus tard le 6 mai 2017.

Merci de spécifier en objet du mail le titre du poste.

Seules les personnes présélectionnées seront contactées.

*En raison de l'urgence de cette position, les candidatures seront sélectionnées régulièrement et les entretiens pourront éventuellement être conduits avant la date de clôture des candidatures.

Date de fin de validité 06/05/2017





Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture
médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en
version numérique à télécharger.*



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

08/04/2017 AU 15/04/2017 Groupe I

Avenir	25 36 13 38	Kossodo	25 35 63 04	Tale	71 62 08 08
Baowendsom	25414499	Lanibougna	7098 1480	Trypano	25 33 29 41
Beatitudes	25 37 47 11	Liberté	25 41 01 31	Wend La Laafi	2543 12 13
Benaia	25 37 28 30	Magnificat	25 41 29 90	Wend lamita	2534 15 87
Camille	25 36 61 27	Maré	25 34 11 28	Yathrib	25 40 23 88
Carrefour	25 33 23 10	Miniché	72 25 76 76		
Centre	25 31 16 60	Monderou	25 34 05 28		
Desa	25 47 50 50	Nouvelle	25 30 61 33		
Des Apôtres	51445858	Panacea	25 36 66 88		
Elite	25 41 91 77	Pelega	25 35 05 01		
Goulmou	25 43 63 05	Rayib-Tiga	25407588		
Hope	71 14 22 22	Rivage	25 34 19 39		
Indépendance	25312717	Saint Bernard	2545 1482		
Jobert	25 45 51 75	Saint Jean	25 37 00 33		
Katra	25 37 20 13	Siloé	25 40 27 46		
Kabore Dominique	25384884	Song Taaba	25366462		
Keneya	25 30 71 38	St François d'Assisse	25368585		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ Couverture médiatique

✓ Publicité

✓ Communication



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO